

N° 5023⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI**modifiant**

- 1) la loi du 30 juillet 1999 concernant**
 - a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle**
 - b) la promotion de la création artistique**
- 2) la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(15.9.2003)

Par sa lettre du 17 septembre 2002, Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de loi modifiant 1) la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste indépendant et de l'intermittent de spectacle; b) la promotion artistique 2) la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Le projet de loi sous avis a pour objet de modifier la loi précitée du 30 juillet 1999 sur quatre points. Ces modifications tendent, pour l'essentiel, à promouvoir l'activité artistique, en aménageant une meilleure sécurité sociale pour les artistes et les intermittents de spectacles.

Cet objectif rencontre l'entier support de la Chambre de Commerce qui estime que l'art, qui dans sa fonction provocatrice tend souvent un miroir irrévérencieux de la société est un des moteurs essentiels de la vie en société.

La loi dans sa version actuelle permet à un artiste d'être reconnu artiste professionnel indépendant à vie, en limitant toutefois la perception des aides sociales à 24 mois. Le projet de loi tend à modifier ce système de perception des aides sociales. L'octroi des aides sociales ne sera plus restreint à une seule période de 24 mois. A titre de contrôle, la reconnaissance du statut de l'artiste professionnel indépendant devra être limitée à une période déterminée, mais renouvelable, période que le projet de loi fixe à 24 mois. La Chambre de Commerce marque son accord à cette disposition dont l'objet est la promotion de l'activité artistique tout en empêchant les abus potentiels.

La Chambre de Commerce adhère par ailleurs à la disposition du projet de loi permettant à l'artiste professionnel indépendant d'exercer une activité secondaire non artistique générant un revenu inférieur à 12 fois le salaire social minimum pour travailleurs qualifiés, en abandonnant la référence au critère légal actuel autorisant l'artiste professionnel indépendant à exercer une activité secondaire pendant une période limitée à 90 jours par an. La computation des jours d'activité est en effet souvent difficile, voire impossible, notamment lorsque l'artiste travaille pendant des horaires irréguliers, ne correspondant pas à des journées de travail de huit heures.

Le projet de loi sous avis vise par ailleurs à étendre le régime des intermittents de spectacles aux techniciens de plateau et de studio. Il établit un régime dérogatoire à l'article 9 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, telle que modifiée, qui permet aux intermittents de spectacles de conclure des contrats de travail à durée déterminée dépassant les 24 mois et pouvant être renouvelés plus de deux fois. Cette disposition qui prend en considération les spécificités du secteur de la production cinématographique et du secteur des spectacles est tant dans l'intérêt des artistes et des techniciens intermittents que des entreprises opérant dans ces secteurs. Les premiers ayant ainsi l'opportunité de bénéficier de toutes les sûretés que leur offre le statut de salarié en matière de sécurité sociale, les seconds ayant quant à eux la

possibilité de recourir à des contrats de travail à durée déterminée en dehors des limites posées par l'article 9 de la loi du 24 mai 1989, sans risquer d'être engagés dans les liens d'un contrat à durée indéterminée. Il y a par ailleurs lieu de relever à cet égard que l'article 4 du projet de loi n'exclut pas la possibilité de recourir à un contrat d'entreprise. La Chambre de Commerce tient à relever à ce titre que les contrats conclus avec les techniciens ou artistes qui ne sont pas marqués par un lien de subordination caractérisant le contrat de travail continueront à devoir être qualifiés de contrats d'entreprise. L'article 5 (1) de la loi du 24 mai 1989 permet d'ailleurs d'ors et déjà de conclure des contrats à durée déterminée avec les artistes et les techniciens travaillant dans les secteurs concernés. La nouveauté réside dès lors surtout dans le régime dérogatoire au régime réglementant les contrats à durée déterminée établi par la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail. La Chambre de Commerce marque son entier accord à ces nouvelles dispositions.

Le projet de loi tend en dernier lieu à modifier le régime actuel des indemnités de chômage allouées aux intermittents de spectacles en cas d'inactivité involontaire, régime, qu'il vise à remplacer par un régime d'indemnisation spécifique, adapté à l'activité des intermittents de spectacle. Les intermittents seront indemnisés à condition de justifier d'une période de stage minimum de 80 jours. L'admission au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire permet à l'intermittent de spectacle de toucher 121 indemnités pendant 365 jours. Il touchera pendant les périodes d'inactivité involontaire une indemnisation forfaitaire correspondant, soit au salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés, soit au salaire social minimum pour travailleurs qualifiés. La Chambre de Commerce craint que ces dispositions ne donnent lieu à des abus. Les intermittents de spectacles, qui justifient de la période de stage minimum requise pour avoir droit à une indemnisation au sens de la loi, pourraient en effet être encouragés à ne plus faire preuve d'un effort pour obtenir un nouvel engagement, voire même être encouragés à travailler au noir. La Chambre de Commerce estime en conséquence que l'intermittent de spectacle qui bénéficie de l'indemnisation devra, après une période d'indemnisation à déterminer par la loi, rapporter la preuve de ses efforts de trouver un nouvel engagement sous peine d'être déchu du bénéfice des indemnités.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut approuver le projet de loi sous avis que sous réserve de la prise en compte des remarques formulées dans le présent avis.